

Charte ENVIRONNEMENT & ENERGIE

OPERATION :

Travaux de désamiantage et démolitions préalables à la construction du parking P5



Aéroport de La Réunion Roland Garros

SOCIETE ANONYME AEROPORT REUNION ROLAND GARROS

74 Avenue Roland Garros

97438 Sainte-Marie

PRESENTATION DE LA CHARTE

PRINCIPES GENERAUX DU CHANTIER PROPRE

Dans le cadre de sa politique de Développement Durable, la Société Aéroportuaire choisit une organisation spécifique en phase de chantier pour :

- Respecter l'environnement ;
- Limiter les nuisances aux riverains et tiers ;
- Assurer la sécurité des travailleurs.

OBJECTIFS

Les objectifs environnementaux poursuivis pour le chantier par la Société Aéroportuaire concernent le traitement des diverses nuisances occasionnées par le chantier :

- Réduction des salissures et poussières ;
- Limitation des pollutions des eaux et du sol ;
- Diminution de la production de déchets et optimisation de leur gestion ;
- Réduction du bruit ;
- Bonne signalisation du chantier ;
- Contrôle et diminution de l'utilisation des ressources en eau et énergie ;
- Gestion des engins et véhicules de chantier.

PLAN D'AMENAGEMENT

Un plan d'installation de chantier établi par l'entreprise avec avis du CSPS reprendra les éléments suivants :

- Limite de chantier matérialisée ;
- Positionnement des cantonnements et description des installations nécessaires ;
- Arrivée des énergies et fluides avec point d'arrêt et compteur ;
- Entrée et sortie des engins et camions pour livraison et enlèvement avec si possible séparation de l'entrée et de la sortie ;
- Zones de stockage des matériaux et produits ;
- Zones de stockage pour le tri des déchets ;
- Zone de stockage des déchets triés ;
- Zone de traitement des polluants possibles ;
- Zone de manœuvre des engins ;
- Zone de parking pour les engins ;

Remarque : prévoir un panneau d'affichage de la durée et nature des travaux

Le PIC sera soumis au service environnement pour remarques éventuelles et validation.

GESTION ENVIRONNEMENTALE ET ENERGETIQUE

Le Titulaire conduira une démarche environnementale globale concernant l'activité réalisée dans le cadre du présent marché. Les différents domaines repris ci-dessous seront particulièrement soumis à observation du Maître d'Ouvrage qui pourra effectuer inopinément des contrôles afin de s'assurer de la bonne application des dispositions ci-dessous citées.

Dans l'esprit de sa politique achats (consultable sur ce lien <https://www.reunion.aeroport.fr/professionnels/consultations/politique-achat>) la SA ARRG attend de ses partenaires qu'ils s'engagent dans une démarche environnementale globale concernant l'activité réalisée dans le cadre de leurs contrats dans le respect des lois et règlements en vigueur en matière d'environnement sur le territoire français. Cette démarche s'inscrit dans le respect des engagements de la SA ARRG en matière de développement durable et de sa politique de réduction de son empreinte environnementale. Aussi, elle a, par l'intermédiaire du présent marché, le droit d'imposer au Titulaire les règles environnementales et énergétiques qu'elle juge nécessaire au bon respect des règles environnementales qui lui sont également appliquées.

Responsabilités

Le Titulaire reste seul responsable quant au respect des lois et règlements en vigueur en matière d'environnement sur le territoire français. Toutes les réglementations en vigueur lui sont donc applicables. Il sera le seul responsable juridiquement en cas de problème inhérent à son activité.

Les exigences environnementales doivent intervenir tout au long du processus de production et de gestion de son activité notamment en matière de consommation d'énergie et pour le traitement des déchets.

Pour les déchets dangereux, une copie des bordereaux de suivi des déchets sera impérativement fournie au Maître d'Ouvrage dès réception du document par le Titulaire.

Les prix du marché sont réputés tenir compte du coût de traitement de l'intégralité des déchets produits par les travaux de désamiantage et de démolition ou déconstruction.

Consommation d'énergie

Le Titulaire s'engage à réduire sa consommation d'électricité au stricte nécessaire au bon fonctionnement de l'activité pour laquelle il a été retenu pour le présent marché. Le Titulaire privilégie les appareils économiques en électricité et en adoptant un comportement éco responsable.

REGLES DE CHANTIER

Les règles du chantier seront affichées et distribuées à tous les intervenants sur le site. Elles concernent :

- Les règles de bonne utilisation des cantonnements (utilisation des sanitaires, maîtrise de la consommation en eau, propreté des lieux, respect du matériel...) ;
- L'organisation du stationnement pour les véhicules privés des intervenants ;
- Les conditions d'accès au chantier (équipements de protection, respect des règles intérieures au chantier) ;
- La description du fonctionnement du tri sélectif des déchets et adhésion sans réserve des entreprises par signature ;
- L'information sur l'utilisation rationnelle des énergies et fluides ;
- Le respect de l'environnement et prévention des risques de pollution accidentelle.

REGLEMENTATION

Chaque acteur doit prendre connaissance et respecter la réglementation en vigueur. Les textes suivants sont donnés à titre indicatif et sont non exhaustifs :

- Code de l'environnement relatif à la protection de l'environnement.
- Code du Travail relatif à la protection des travailleurs au niveau du bruit sur les chantiers.
- Arrêté du 11 avril 1972 relatif aux émissions sonores des matériels et engins de chantier.
- Décret n°77-254 du 8 mars 1977 relatif au déversement des huiles et lubrifiants neufs ou usagers dans les eaux superficielles, souterraines et de mer.
- Décret n°79-981 du 21 novembre 1979 concernant les détenteurs d'huiles minérales ou synthétiques usagées.
- Loi n°92-646 du 13 juillet 1992 (modifiant la loi n°75-633 du 15 juillet 1975 relative l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux).
- Loi n°92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit.
- Décret n°94-609 du 13 juillet 1994 relatif aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas les ménages. Décret d'application n°95-79 du 23 janvier 1995 concernant les objets bruyants et les dispositifs d'insonorisation.
- Code de la Santé Publique. Décret n°95-408 du 18 avril 1995 relatif à la lutte contre les bruits du voisinage.
- Décret n°96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques lié à l'inhalation de poussières d'amiante.
- Arrêtés du 12 mai 1997 fixant les dispositions communes applicables aux matériels et engins de chantier.

GESTION DU MOUVEMENT DES TERRES

Description de la situation

Afin d'optimiser les flux existants sur chantier (gestion des déchets et approvisionnement en matériaux), le principe de la réutilisation des terres déblayées devra être systématiquement privilégié sur le site avec prise en compte des besoins de chaque phase (aménagement, construction).

En second lieu, l'évacuation des déblais de la zone du chantier sera effectuée prioritairement sur une zone dédiée de la plateforme aéroportuaire à proximité (la butte).

L'évacuation des excédents de terre vers l'extérieur du chantier devra être réalisée conformément à la réglementation. La société de terrassement devra en apporter la preuve.

Objectif

Afin de prélever et stocker la terre des zones de terrassement dans des conditions optimales de réutilisation ultérieure, le tri des terres végétales devra être réalisé. L'évacuation des terres devra se faire conformément à la réglementation.

Impacts potentiels et prévisibles

L'érosion, le compactage, l'assèchement et l'invasion d'espèces végétales non désirées. La gestion des terres végétales aura un impact sur la fuite possible de la faune locale.

Moyens à mettre en œuvre sur le chantier pour limiter et compenser les impacts

- Zone réservée pour stocker la terre, délimitée par une palissade dans la mesure du possible réalisation d'un plan d'aménagement ;
- Evacuation des déblais conforme à la réglementation et selon les prescriptions décrites ci-avant.

LIMITATION DES POUSSIÈRES

Description de la situation

D'une façon générale, les travaux, se dérouleront de la manière suivante :

- installation du chantier ;
- travaux de désamiantage
- travaux de déconstruction/ démolition,
- tri et évacuation des déchets de déconstruction/ démolition
- remblaiement des fouilles pour remise à niveau du terrain
- repli du chantier et nettoyage intégral.

Selon les vents dominants, la saison, la proximité des riverains et des salariés, ces opérations émettront et transféreront plus ou moins de poussières.

Objectif

Maîtriser l'envol des poussières et leur dispersion vers le voisinage et les autres secteurs de la plateforme aéroportuaire.

Impacts potentiels et prévisibles

Nuisances atmosphériques sur le chantier ainsi que pour les riverains et tiers éventuels. Les poussières pourraient également avoir un impact sur la visibilité lors de la phase d'atterrissage des différents aéronefs.

Moyens mis en œuvre sur le chantier pour limiter et compenser les impacts

L'arrosage sera réalisé sur la zone terrassée en tant que de besoin, si possible en simultanée du terrassement, afin de limiter l'envol des poussières.

Un dispositif de nettoyage des roues de camion type rotoluve sera installé si nécessaire. La récupération des eaux pluviales sera mise en place afin d'alimenter le rotoluve.

GESTION DES EAUX : EAU POTABLE, REJETS EP, REJETS EAUX USEES

Description de la situation

Des DT ont été réalisées et sont fournies en donnée d'entrée. L'Entrepreneur devra réaliser des DICT préalablement à son intervention.

La gestion des eaux usées (par le biais d'une base vie gérée en autonomie), ainsi que des eaux pluviales sur les emprises du chantier sera assurée par l'entrepreneur.

Objectif

Optimiser les ressources en eau : le suivi de la consommation d'eau permettra d'identifier les postes les plus consommateurs et les aménagements éventuels à installer pour la maîtrise de l'eau.

Impacts potentiels et prévisibles

Rejets importants, pollution des eaux et des sols, épuisement de la ressource en eau.

Moyens mis en œuvre sur le chantier pour limiter et compenser les impacts

EAU POTABLE

L'arrivée d'eau sera équipée d'un compteur qui sera relevé régulièrement afin de pouvoir alerter en cas de dérives des consommations ou de fuites. Le prélèvement sera effectué sur le réseau.

EAUX PLUVIALES

Les eaux pluviales de la zone de chantier seront gérées par les biais des réseaux existants. L'entreprise de par son activité s'assurera de ne pas entraver l'écoulement des eaux pluviales.

EAUX USEES

En l'absence d'un réseau communal de collecte des eaux usées sur la zone de travaux et sur la base de vie, les eaux usées et les eaux vannes provenant du chantier devront être traitées par un dispositif d'assainissement autonome avant leur rejet au milieu naturel.

EAUX SOUILLEES

- Bac de rétention pour le nettoyage des outils.
- Tout produit liquide susceptible de polluer le milieu naturel sera placé sur une rétention étanche adaptée, dont le volume respectera les dimensions suivantes :
 - o 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
 - o 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- o dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- o dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- o dans tous les cas 800 L minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

Ces liquides seront récupérés et collectés par un organisme agréé.

GESTION DES DECHETS

Description de la situation

Il est rappelé que l'entreprise est responsable de la gestion de ses déchets, jusqu'à leur élimination par un organisme agréé.

Le tri des déchets est obligatoire.

Pour mémoire, il existe différentes catégories de déchets :

- A) Pour les déchets assimilables à des d'Ordures Ménagères (Déchets non dangereux) :
ou Déchets d'Activité Economiques (DAE) non valorisables, stockés de manière définitive sur l'installation de stockage de déchets non dangereux de Sainte-Suzanne et géré par SUEZ. Certains matériaux peuvent être recyclés (bois, plastique, cartons...) ;

Le Titulaire n'a pas l'autorisation de déposer dans les poubelles gérées par l'aéroport ses déchets quel qu'ils soient.

- b) Les encombrants assimilés déchets non dangereux : Les DAE valorisables, constitués de bois, plastiques, cartons, ferrailles, etc. : ils sont collectés, reconditionnés et valorisés à la réunion ou dans la zone Océan Indien.
- C) Les déchets inertes (béton, ciment, pierre, carrelage..) : ATTENTION, différencier le plâtre et l'amiante.

Ces déchets ne sont pas admis dans les poubelles de la plateforme. Il sera de la responsabilité du Titulaire de les apporter à la déchèterie la plus proche ou de faire appel à une société spécialisée dans l'enlèvement de ce type de déchets.

- D) Les déchets dangereux (Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques – D.E.E.E-, ampoules usagées, huiles usagées, graisses, batteries, bidons de produits de nettoyages vides, chiffons souillés, autres déchets solides souillés...) cf. liste à l'annexe III de la directive 2008/98/ CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets

Ces déchets ne seront pas admis dans les poubelles de la plateforme ni à aucun autre endroit de stockage temporaire ou définitif. Il sera de la responsabilité du Titulaire de les apporter au centre de traitement adapté et autorisé par la préfecture la plus proche ou de faire appel à une société spécialisée dans l'enlèvement de déchets dangereux (Le gestionnaire pourra communiquer les coordonnées de ces entreprises sur simple demande). En cas de production de déchets dangereux, le Titulaire devra prendre contact avec le gestionnaire afin de lui indiquer les actions mises en place pour stocker et faire enlever ces déchets (délais, prestataires retenus, système de rétention aux normes envisagés...). Le Titulaire sera particulièrement attentif à la mise en application des normes en vigueur pour ce le type de déchet.

L'ensemble des déchets du chantier fera l'objet d'une traçabilité spécifique, par le biais de BSD (Bordereaux de Suivis de Déchets) qui feront l'objet d'une transmission systématique au maître d'ouvrage.

Objectif

Toute solution permettant la limitation ou la valorisation des déchets doit être privilégiée par l'entreprise.

Les objectifs sont : réduire les déchets à la source, maîtriser le tri, le stockage provisoire et l'enlèvement des déchets de manière générale, pour les orienter tant que possible dans les filières adéquates de valorisation.

Impacts potentiels et prévisibles

Infiltration des sols, percolation des eaux de pluie à travers les déchets, pollution du milieu naturel.

Moyens mis en œuvre sur le chantier pour limiter et compenser les impacts

ENGAGEMENT – PROCEDURE

- Engagement de la Charte par les entreprises ;
- Procédure détaillant le mode de tri à réaliser ;
- Enregistrer les bordereaux de suivi des déchets ;
- Les entreprises devront avoir à leur disposition sur le chantier les fiches de données de sécurité des produits dangereux relatifs à leurs opérations dans le respect des réglementations en vigueur ;
- Un système de gestion de l'enlèvement des bennes sera mis en place par l'entreprise (quantité évacuée, coût, type traitement) ;
- le choix des fournisseurs permettant de limiter les quantités d'emballages et le retour des palettes consignées.

AMENAGEMENT

- une zone de tri obligatoire sera matérialisée ;
- recyclage des matériaux de bois, métaux... (limiter les déchets à la source) ;
- Mise en place des contenants suivants, à minima :
 - Contenant DAEND valorisables;
 - Contenant DAEND non valorisable,
 - Contenant spécifique béton et autres inertes ;
 - Contenant spécifique déchets amiantés
 - Contenant(s) spécifique(s) déchets dangereux.
- Les bennes seront identifiées par pictogramme et équipées de bâches Et/ou toute autre forme de protection pour protéger les déchets des eaux pluviales in situ et pour le transport afin d'éviter toute dispersion ;
- En cas de risque de rejet de substances dangereuses, l'entreprise prévoira des zones de stockage adaptées (rétention, isolation du sol, signalétique spécifique, protection contre les eaux météoriques...);

- Tous les produits dangereux et/ou contenant des composés dangereux (ex. composés organiques volatils COV dans les peintures, lubrifiants...) seront identifiés et stockés dans un endroit protégé interdisant toute contamination de l'environnement. Les quantités restantes seront traitées comme déchets dangereux.

INTERDICTION

Sont interdits :

- Les mélanges de déchets avec des produits dangereux ;
- L'abandon de déchets ;
- Le brûlage des déchets ;
- Les rejets de déchets dans les réseaux d'assainissement.

LIMITATION DES NUISANCES SONORES

Description de la situation

Afin de limiter au maximum les nuisances sonores pour les riverains et usagers, des méthodes et outils devront être privilégiés par les entreprises : niveau sonore inférieur à 100 dBA, engins hydrauliques de préférence aux engins électriques et pneumatiques, dimensionnement suffisant des engins pour éviter un fonctionnement à la limite de leur capacité...

Objectif

Ne pas gêner les riverains. Envisager les travaux avec le moins de désagrément possible :

- Limiter les nuisances vers le voisinage.
- Atteindre des seuils de nuisance acceptables pour les travailleurs.

Impacts potentiels et prévisibles

- Nuisances sonores pour le personnel, les usagers et les riverains.

Moyens mis en œuvre sur le chantier pour limiter et compenser les impacts

- Engins aux normes CE ;

PROTECTION DU SOL ET DU SOUS-SOL - LIMITER L'ÉROSION

Description de la situation

Le chantier modifiera l'aspect actuel des terrains et quelque peu sa topographie.

Objectif

Limiter le phénomène d'érosion, protéger le sol de toutes fuites liquides.

Impacts potentiels et prévisibles

Pollution du sol et du sous-sol, risque d'érosion.

Moyens mis en œuvre sur le chantier pour limiter et compenser les impacts

ORGANISATION

- Définir les zones de chantier comprenant les stationnements, cantonnements, aires de livraison et de stockage, aires de manœuvre, engin, aires de tri et stockage des déchets.
- Ravitaillement et entretien des engins : ces opérations devront être effectuées dans le respect de l'environnement. Pour répondre à ces exigences, plusieurs moyens peuvent être utilisés : sol imperméabilisé, collecte des éventuelles fuites, mise en place de rétention étanche. Des kits de protection de sols et produits absorbants devront être disponibles sur site et dans les camions.

AMENAGEMENT

- Bacs de rétention prévus sous les liquides dangereux (Cf. Gestion des Eaux).
- Absorbant disponible en cas de déversement accidentel d'un produit polluant. Une des personnes toujours présentes sur le chantier doit être informée de sa localisation et de ses moyens de mise en œuvre.

INTERDICTION

- Le rejet d'huiles, lubrifiants... est interdit. Les entreprises prendront des dispositions pour éviter tout type de rejets.
- Les opérations de vidange et d'entretien des véhicules se feront par des entreprises extérieures hors site. Elles sont chargées de récupérer tous les déchets générés lors de ces opérations.

PAYSAGE, PROPRETE ET ENTRETIEN DU CHANTIER

Description de la situation

Le terrain, objet du présent chantier, se situe à proximité des parkings de l'aéroport, au niveau de l'ancien club hippique.

Objectif

Maintenir un aspect visuel net et un chantier organisé. Identifier tous dysfonctionnement rapidement.

Impacts potentiels et prévisibles

Dégradation du paysage avec la dispersion de poussière, déchets divers. Prolifération de rats.

Moyens mis en œuvre sur le chantier pour limiter et compenser les impacts

PAYSAGE

- Mise à disposition de bennes sur le chantier, éloignées si possibles des zones voisines.
- Délimitation des zones de stationnement, manœuvres...
- Clôture de chantier

PROPRETE

- Nettoyage du site avec ramassage régulier des déchets éparpillés, effectué quotidiennement et de manière plus approfondi avant l'apparition de la période des pluies.
- Nettoyage quotidien des voiries empruntées, voire la réfection des tronçons abîmés du fait du chantier, seront également à la charge de l'entreprise.

ORGANISATION INTERNE

- Organisation optimisée du chantier en distinguant : accès / chantier / zone de tri des déchets.

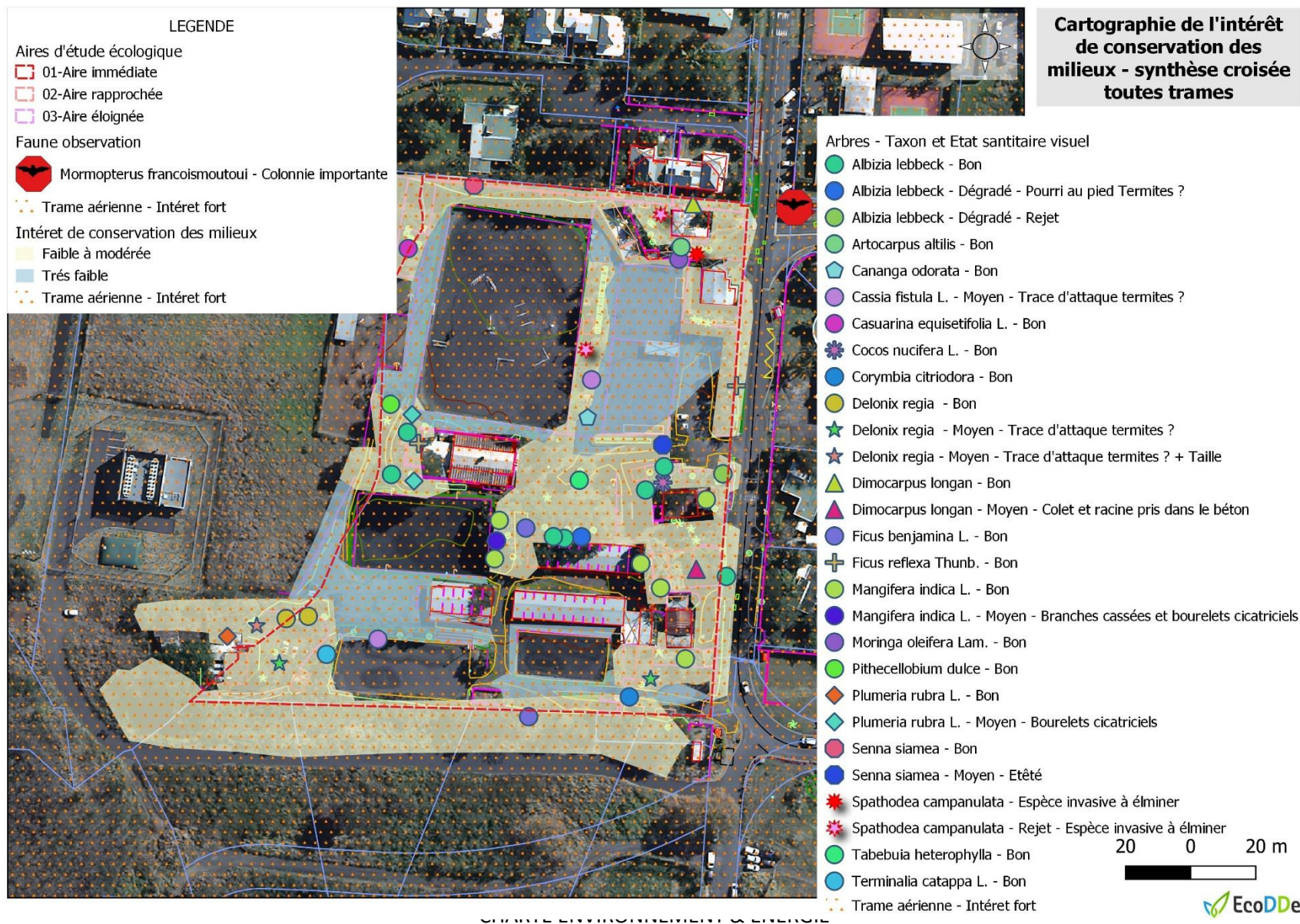
BIODIVERSITE

Description de la situation

La végétation en présence ne constitue pas un enjeu environnemental notable sur cette opération. Elle est néanmoins susceptible d'héberger de la faune qu'il convient de préserver (chauve-souris, oiseaux, caméléon, etc.).

La carte ci-dessous résume les intérêts écologiques constatés sur la parcelle.

Cartographie de l'intérêt écologique des milieux : synthèse croisée de l'intérêt des formations végétales recensées et de l'intérêt des milieux vis-à-vis de la faune et des continuités écologiques



Objectif

Le chantier de l'aéroport s'inscrit dans une démarche respectueuse de l'environnement. La gêne éventuelle de ce dernier sur la faune et la flore située sur le site et ses abords doit être maîtrisée au mieux.

Impacts potentiels et prévisibles

- Destruction de la flore ;
- Perturbation de la faune susceptible de migrer sur des terrains limitrophes, non impactés.

Moyens mis en œuvre sur le chantier pour limiter et compenser les impacts

- Limiter l'emprise des terrassements au strict nécessaire ;
- Les déchets verts issus du débroussaillage de la végétation feront l'objet d'un stockage tampon in situ avant évacuation, afin de laisser le temps à la faune de s'en extraire.
- Les travaux de nuit sont interdits sur ce chantier

- Toute destruction, abattage, élagage d'arbre est interdit par défaut. En cas de nécessité, le titulaire devra préalablement effectuer une demande au MOD ou MOA et obtenir son autorisation formelle.

Il conviendra de privilégier la période s'étalant d'avril à août inclus pour la réalisation des travaux d'ouverture des emprises (défrichement) et d'abatage, d'élagage des arbres.

Le cas échéant, il convient de réaliser un piquetage et repérage des nids d'oiseaux forestiers, avec une identification des comportements reproductifs par un écologue 5j maximum avant intervention (défrichement, abatage et élagage) sur la zone considérée.

- Préserver dans la mesure du possible les arbres indigènes et remarquables d'intérêt pour la faune.

Les 2 individus de ligneux indigènes de *Ficus reflexa* ne sont pas protégés mais mériteraient pour leur caractère indigène, d'être dans la mesure du possible, préservés.

De même, quelques grands arbres présents sur le site, bien qu'exotiques mais non envahissants (Intérêt paysager et agronomique – Refuge pour les oiseaux forestiers), contribuent en tant que ressource, refuge et habitat potentiel de reproduction pour la faune ubiquiste, au maintien d'une biodiversité sur la zone et à la continuité écologique locale. Il conviendrait donc, dans la mesure du possible, de les conserver.

- Eviter ou limiter l'installation de câbles aériens
Eviter ou limiter l'installation de câbles aériens (ligne électrique par exemple) potentiellement nuisibles à la faune notamment au Papangue chassant sur le site et les espaces alentours (éviter la collision).
En cas de nécessité d'installation des câbles aériens pour les travaux, alors ceux-ci devront être équipés de fanions, bandelettes blanches servant de balise avifaune provisoire et évitant ainsi le risque de collision.

- Limiter et adapter les éclairages des sites

AEROPORT REUNION ROLAND GARROS

Limiter au strict nécessaire les éclairages des sites et les adapter aux enjeux faunistiques. Ces préconisations sont également valables pour les opérations d'entretien éventuellement nécessaires de nuit.

Toute opération exceptionnelle de nuit nécessitant la mise en œuvre d'un éclairage de chantier devra faire obligatoirement l'objet d'une demande spéciale auprès de la maîtrise d'ouvrage. Ces opérations ne pourront être réalisées qu'à titre d'exception compte tenu des enjeux forts vis-à-vis de la faune et en dehors de la période de reproduction et d'envols des Pétrels comprises entre Août et Mai.

Les éclairages de chantier utilisés ainsi que l'éclairage de gardiennage éventuellement nécessaire devront répondre aux exigences ci-dessus.

Tous les éclairages potentiellement installés devront dans la mesure du possible répondre aux recommandations suivantes visant à éviter de perturber les oiseaux marins, les insectes et les chiroptères (Sources : SEOR, 2007 & 2010 et Insectarium, 2010) :

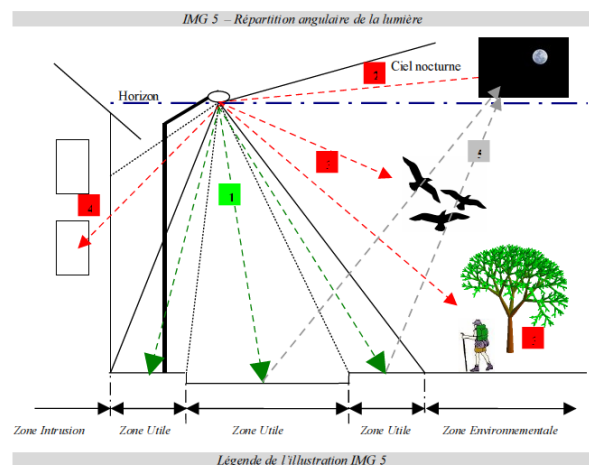
Eclairage limité pour la visibilité des usagers et dirigé vers la surface à éclairer de haut en bas ;
La source de lumière devra être protégée (enfermée) par un dispositif approprié (réflecteur) afin d'orienter et de concentrer la lumière vers la zone à éclairer et éviter les pollutions lumineuses diffuses : ensemble optique fermé d'un degré de protection de 55 minimum, faisceaux non dirigés vers le ciel et vers des surfaces réfléchissantes ;

L'ensemble optique et notamment le porte-réflecteur (dispositif qui tient, supporte ou enferme la lampe) ne devra pas comporter d'ouvertures et de recoins dans lesquels les insectes sont susceptibles de se glisser ;

Privilégier les lampes de couleur jaune de type vapeur de sodium basse pression ou similaire de couleur jaune inférieur à 2700°K, afin d'éviter d'attirer les oiseaux et les insectes : Eclairage sodium haute ou basse pression avec un ULOR (Up Light Output Ratio) = 0% ;

- L'éclairage devra faire l'objet d'une gestion cyclique permettant de diminuer l'intensité lumineuse la nuit tout en préservant un éclairage de sécurité dans certaines zones si nécessaire. De la même manière il devra être associé à une horloge gérant l'ensemble des luminaires et permettant leur extinction suivant le cahier des charges de la SEOR (période d'échouage des oiseaux). Ils devront être munis de détecteur de présence.

- Les aménagements devront être conçus pour offrir le moins de surfaces réfléchissantes



Quelques règles simples...

1 L'éclairage doit être limité en intensité, en localisation et en durée aux stricts besoins de la population et aux impératifs réels de sécurité.

2 Les appareils d'éclairage extérieur doivent être munis d'un réflecteur afin d'éclairer uniquement les zones utiles (le sol). Ces appareils ne doivent pas éclairer le ciel où ils créent une pollution lumineuse.

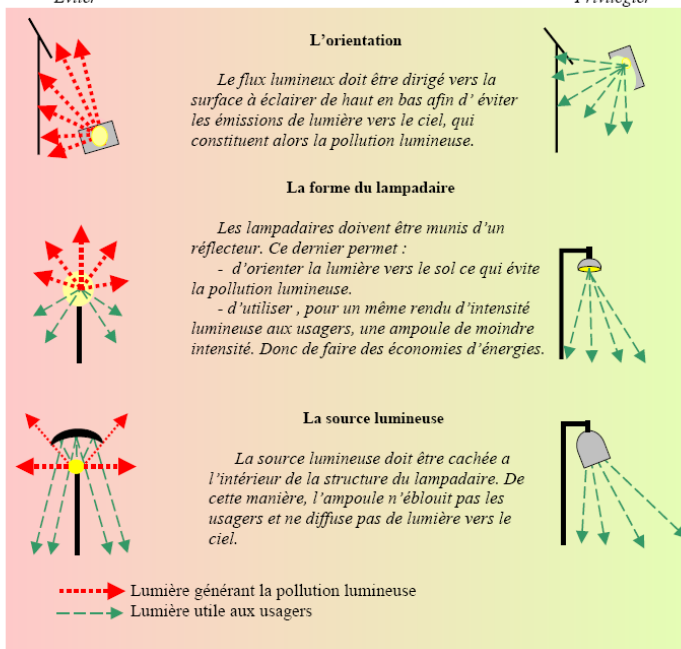
3 Pour ne pas attirer les oiseaux et les insectes, on utilisera les éclairages de couleur jaune de type vapeur de sodium ou tout autre système pouvant être développé à l'avenir.

4 Les éclairages d'ambiance doivent être éteints le plus tôt possible. Pour les éclairages ne pouvant être éteints il faut prévoir une baisse d'intensité à partir d'une certaine heure de la nuit.

Quels mobiliers urbains ?

Eviter

Privilégier



Source : guide technique pour l'étude d'un projet d'éclairage public (de Pasquale Philippe SYDESL.)

Le petit graphique ci-dessus illustre la répartition angulaire de la lumière et les zones prises en considération pour la classification des luminaires.

ENGAGEMENT DESTINE AU PERSONNEL TRAVAILLANT SUR LE CHANTIER

Ici, je travaille sur le chantier de la Société Aéroportuaire où une démarche de « Chantier Propre » est mise en place.

Je m'engage à respecter la Charte présentée.

Je dois respecter toutes les consignes écrites sur mon lieu de travail et veiller à ce que mes collègues les respectent également.

ADHERER A LA CHARTE, c'est :

- PROTÉGER NOTRE ENVIRONNEMENT
- RÉDUIRE LES NUISANCES POUR LES SALAIRES ET RIVERAINS
- RÉDUIRE LES ÉMISSIONS DE CO₂
- DIMINUER LES COÛTS

MES ACTIONS :

- Je veille à la propreté des lieux (pas d'abandon de déchets, ramassage de ceux trouvés, balayage, pas de lavage d'engins ou de toupies, pas de brûlage)
- Je préviens immédiatement le maître de chantier si j'observe un risque de pollution éventuelle ou dysfonctionnement (absence de bacs de rétention, fuites d'un engin...)
- J'identifie la nature des déchets à partir des panneaux sur les bennes
- Je dépose chaque déchet dans la benne appropriée mise à ma disposition
- J'éteins le moteur de mon engin de chantier à l'arrêt
- J'EMPORTE au siège de mon entreprise les déchets spéciaux (récepteur huile des engins, huile végétale...) pour qu'ils soient traités par une société spécialisée
- J'EMPORTE les déchets qui peuvent être repris par nos fournisseurs (palettes...) ou réutilisés par mon entreprise.

Date :

SIGNATURE

(Précédée de la mention 'lu et approuvé') :